



Département des Alpes de Haute Provence
COMMUNE DE SISTERON

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance Ordinaire du 13 DECEMBRE 2023

L'an deux mille vingt-trois
Et le treize du mois de DECEMBRE

Membres en exercice :	29
Membres présents :	21
Procurations :	8
VOTES :	29
POUR :	29
CONTRE :	/
ABSTENTIONS :	/
Date de convocation :	7/12/23

Le Conseil Municipal, dûment convoqué par Monsieur Daniel SPAGNOU, Maire, s'est assemblé à l'Hôtel de Ville, dans la salle ordinaire de ses délibérations, sous la présidence de Monsieur Daniel SPAGNOU, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS : MM/MMES SPAGNOU D. TEMPLIER JP. REYNIER C. PERARD F. CODOUL B. LAUGIER N. LOUVION C. BRUNET M. GARCIN F. GALLO C. CLARES P. BOY JP. GALANTINI V. JOURDAN E. MUNS A. SCHMALTZ E. PAYAN L. MORARD S. CLEMENT JL. JAFFRE S. DERDICHE C.

PROCURATIONS : MM/MMES TOUCHE C. à SPAGNOU D., PELOUX N. à TEMPLIER JP., GHERBI C. à GALANTINI V., ODDOU S. à CODOUL B., RODRIGUEZ C. à REYNIER C., PICHON H. à PAYAN L., FERAUD S. à JAFFRE S., SEBANI S. à CLEMENT JL.

Madame Léa PAYAN est élue secrétaire de séance.

2023-12-09-ST

OBJET : CONVENTION D'INTERVENTION FONCIERE COMMUNE / SAFER.

VU le Code général des Collectivités Territoriales,

VU que la SAFER est titulaire d'un droit de préemption sur les ventes de fonds agricoles ou de terrains à vocation agricole, ainsi que sur les espaces présentant un enjeu pour la protection de l'environnement et des paysages ;

VU qu'à ce titre la SAFER reçoit l'ensemble des déclarations d'intention d'aliéner [DIA] lors de la mise en vente de biens fonciers et qu'elle est en mesure de transmettre, à la COMMUNE dès réception, des éléments de ces DIA, éventuellement d'intervenir par exercice de son droit de préemption, au prix ou avec contre-proposition de prix, et de procéder à une analyse détaillée du marché foncier ;

VU que la SAFER transmet par ailleurs trimestriellement aux communes les DIA ; Cette transmission à postériori favorise la connaissance par la commune de l'activité foncière sur son territoire mais ne lui permet pas de solliciter l'intervention de la SAFER en vue de l'exercice de son droit de préemption ;

CONSIDERANT que le foncier fait l'objet aujourd'hui de toutes les convoitises et surenchères ;

CONSIDERANT la volonté de la COMMUNE de maintenir et conforter l'agriculture sur l'ensemble de son territoire, de protéger son environnement et les paysages ruraux et de maintenir un prix de vente compatible avec une activité agricole et forestière ;

CONSIDERANT que la SAFER peut apporter à la COMMUNE, à partir de sa connaissance du marché foncier et en complément de la transmission des DIA :

- Une veille foncière opérationnelle
- La mise en place d'un portail cartographique pour visualiser les DIA transmises (VIGIFONCIER)
- L'expertise contractualisée des DIA diffusées ;
- L'intervention par exercice du droit de préemption, ou étude de faisabilité pour que soit mise en place une procédure d'intervention à l'amiable ;
- Un bilan annuel chiffré des volumes de DIA transmises ;

VU la convention qui lui est proposée, détaillant les modalités de mise en œuvre des services apportés par la SAFER et les éléments financiers afférents ;

Où cet exposé et après en avoir délibéré,
LE CONSEIL MUNICIPAL, A L'UNANIMITE par 29 voix POUR,

APPROUVE les termes de la convention susvisée qui prendra effet le 1^{er} janvier 2024 et aura une date de fin au 31/12/2026.

DESIGNE en tant que référents de la COMMUNE et des communes les personnes visées dans la liste figurant en annexe 2 de la convention.

PRECISE que la liste de référents utilisée dans le cadre de la surveillance de type 1, surveillance classique et globale à l'échelle du périmètre intercommunal ou communal sera également utilisée dans le cadre de la surveillance de type 2, surveillance spécifique déclenchée à la demande de la collectivité pour un certain nombre de parcelles présentant un enjeu soit agricole soit environnemental,

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder à la signature de ladite convention,

S'ENGAGE à inscrire, chaque année, les crédits correspondant à la rémunération de la SAFER à **l'article 611** du budget principal de la COMMUNE, suivant les modalités des articles 5.1 et 5.2 de la convention.

DIT que la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Marseille 22, rue Breteuil 13006 MARSEILLE à compter de sa publication et de sa notification au Représentant de l'Etat dans le département. Le tribunal administratif de Marseille peut également être saisi de manière dématérialisée via l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

POUR COPIE CONFORME

Le Maire,

D. SPAGNOU